

Vertiges de l'IA

C'est une des industries les plus délirantes de notre siècle : alors que ce besoin n'existait presque pas il y a deux ans, chaque semaine apporte son lot d'intelligence artificielle, de data centers, d'investissements pour installer toujours plus de puissance de calcul et de stockage, d'énergie pour faire tourner les modèles, de pression pour l'adopter dans tous les aspects de la vie économique ou sociale. Depuis quelques années, de grandes quantités d'argent et de temps ont été massivement investies pour développer ces technologies, sans que la question de ce qu'on y gagne vraiment soit posée.

Personne ne veut rater le train de l'IA, surtout pas la France et son président, qui répond au « *Drill, baby, drill* » de Donald Trump par « *Plug, baby, plug* » (Emmanuel Macron, le 11 février 2025). Fort de son électricité peu carbonée, le pays déroule le tapis rouge aux investisseurs, dans une forme de frénésie. Il compte entre près de 350 data centers opérationnels début 2026 et une capacité installée atteignant plus de 714 MW fin 2024, et vise les 500 data centers et 2,3 GW d'ici à 2030. Plus de la moitié des investissements directs étrangers enregistrés en 2025 (67 milliards d'euros) concernent des centres de données concentrés sur une poignée de grands projets numériques.

Pour attirer encore les investissements, une nouvelle loi de simplification prévoit de déréguler l'installation des data centers en les qualifiant de projets d'intérêt majeur – une catégorie aux contours si larges (transition énergétique, numérique, etc.) qu'elle finit par tout englober et permet de s'affranchir d'un certain nombre de règles environnementales et de processus de délibération démocratique. Ce projet de loi est déjà cité comme un modèle à généraliser au niveau européen. A Bruxelles justement, les géants de la tech ont développé une intense activité de lobbying afin de peser sur les (dé)réglementations en cours.

Au nom de la souveraineté

Cette course effrénée se fait au nom de la souveraineté. Et au vu de la puissance que confère cette technologie à ceux qui la détiennent, il est en effet intéressant que l'Europe cherche une carte

à jouer. Mais la réalité est plus complexe : ce n'est pas parce que les infrastructures sont sur notre sol qu'elles sont souveraines. La plupart de ces projets sont réalisés par ou avec des entreprises américaines. Or le Cloud Act américain permet une extraterritorialité totale. Loin de nous émanciper, cette dépendance nous rend vulnérables, y compris en matière de sécurité nationale.

Aussi, malgré les milliards investis, construire des alternatives européennes aux géants américains s'avère difficile. Car loin d'être dans les nuages, l'industrie de l'intelligence artificielle repose sur des infrastructures très concrètes, des fondamentaux économiques lourds et une économie politique puissante, dans laquelle l'Europe aura de toute façon du mal à s'imposer.

Dès lors, ce dossier donne à voir la politique sous la technologie. Il décrypte les prophéties, dépasse les discours, les « pour ou contre » et les faux-semblants. Il a été réalisé en partenariat avec l'association Data for Good, qui porte un regard critique sur les déploiements technologiques en cours et œuvre au quotidien pour remettre la technologie au service du bien commun en construisant, avec un large groupe de bénévoles, des outils open source pour la défense de l'environnement, de la démocratie et du monde social.

Face à cette mania de l'IA, il est impératif de revenir au factuel et de se recentrer sur ce que l'on sait, où en est-on des technologies, de leur diffusion. Plutôt que de se demander ce que l'IA va faire de nous, demandons-nous ce que nous voulons faire d'elle, quelle société, quel travail nous voulons demain, et comment nous pouvons collectivement reprendre le contrôle de cette industrie vertigineuse.

La question économique ouvre ce numéro : comme le montre Thomas Renault, les entreprises qui développent l'intelligence artificielle ne sont pas rentables, mais elles parviennent à orienter les investissements dans une dynamique qui dépasse l'entendement, et dans des proportions qui défient les lois de la physique.

Les prophéties se multiplient aussi concernant l'emploi, et il convient de les analyser et d'anticiper quels emplois sont menacés. L'IA pourrait être la première révolution industrielle à toucher massivement les cols blancs dans le monde occidental. Mais on observe aussi de vieilles logiques, implacables : les IA reposent sur une masse de travailleurs et travailleuses pauvres, exploités,

Loin d'être dans les nuages, l'industrie de l'intelligence artificielle repose sur des infrastructures très concrètes

>>>

dans les pays où les salaires sont les plus faibles. Axelle Arquié et Juan Sebastián Carbonell nous donnent à voir les transformations du travail à l'œuvre, et comment penser celles à venir.

Analyser les dynamiques de l'industrie de l'IA, c'est aussi parler de pouvoir : qui construit la technologie, qui en bénéficie et comment elle transforme les rapports de force ? Sa concentration extrême entre les mains de quelques magnats réactionnaires n'est pas sans danger pour nos démocraties, comme l'analyse Nastasia Hadjadji.

Demandons-nous ce que nous voulons faire avec ces data centers et ces technologies, quelle société, quel travail nous voulons demain

Théo Alves da Costa et Lou Welgryn montrent à quel point les infrastructures de l'IA sont une menace pour l'environnement, notamment parce qu'elles relancent le secteur des énergies fossiles.

Enfin, Mohamed Es-Sbai se penche sur un domaine qui concentre les enjeux du développement de l'IA, celui de la santé.

Pour faire progresser la médecine sans amplifier les inégalités, il convient de construire des intelligences artificielles plus maîtrisées, intégrant les enjeux éthiques.

Au service du bien commun

Le plus important n'est pas la quantité de gigawatts à installer, mais la place que l'on veut donner à l'IA dans nos sociétés. Il s'agit donc d'explorer comment réorienter les choix technologiques vers des modèles plus restreints et mieux contrôlés. En mettant en lumière les poches de résistance à cette logique du tout-numérique, ce dossier donne aussi à voir que les moyens d'action concrets existent, notamment en France et en Europe, pour orienter, encadrer, réguler et construire une intelligence artificielle au service du bien commun.

Ce numéro comporte aussi quelques nouveautés. *L'Économie politique* change (un peu) de style : plus épuré, plus lisible. La nouvelle formule offre aussi une séparation plus claire entre les articles du dossier thématique et les articles hors dossier (varia), qui ouvrent sur d'autres perspectives, d'autres sujets. Autre nouveauté : la revue accueille désormais des chroniques, un format plus court, plus libre aussi, pour accueillir dans nos pages les avis, regards, réflexions convergentes ou divergentes, de celles et ceux qui travaillent à une économie plus juste. Un nouveau style, mais toujours au service de la même ambition, la même mission : mettre l'économie en débat. ♦